



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/44/539
6 octobre 1989
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-quatrième session
Point 109 de l'ordre du jour

APPLICATION EFFECTIVE DES INSTRUMENTS INTERNATIONAUX RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME, Y COMPRIS L'OBLIGATION DE PRESENTER DES RAPPORTS A CE TITRE

Rapport du Secrétaire général

I. INTRODUCTION

1. Dans sa résolution 42/105 du 7 décembre 1987, l'Assemblée générale avait prié le Secrétaire général de proposer, pour la réunion des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, un projet d'ordre du jour et de lui présenter un rapport sur la réunion, lors de sa quarante-quatrième session. La réunion s'est tenue à Genève du 10 au 14 octobre 1988 et ses conclusions et recommandations ont été présentées à l'Assemblée générale pour examen préliminaire à sa quarante-troisième session et publiées par la suite en tant que document officiel de l'Assemblée (A/44/98). Dans sa résolution 43/115 du 8 décembre 1988, l'Assemblée générale a, notamment, prié le Secrétaire général de porter à la connaissance de la Commission des droits de l'homme, à la quarante-cinquième session de la Commission, les conclusions et recommandations de la réunion des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et prié la Commission de lui présenter un rapport lors de sa quarante-quatrième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social.

2. Conformément aux résolutions précitées, les informations sur les décisions prises au sujet de ces conclusions et recommandations par la Commission des droits de l'homme à sa quarante-cinquième session ou depuis lors sont présentées à l'Assemblée générale dans le présent rapport. Les suggestions concernant les conclusions et recommandations de la réunion contenues dans les rapports de la Commission des droits de l'homme, du Comité des droits de l'homme, du Comité des droits économiques, sociaux et culturels, du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, du Groupe des Trois, du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et du Comité contre la torture y sont également résumées.

II. MESURES SPECIFIQUES PRISES OU ENTAMEES

3. Comme l'en ont prié l'Assemblée générale au paragraphe 15 a) de sa résolution 43/115 et la Commission des droits de l'homme dans sa résolution 1989/47, le Secrétaire général a chargé un expert indépendant d'établir une étude sur les méthodes envisageables à long terme pour améliorer le fonctionnement des organes qui ont été créés en vertu d'instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme et de ceux qui pourraient l'être à l'avenir. Cette étude devrait être soumise à l'Assemblée générale lors de sa quarante-quatrième session.

4. Une équipe de travail a été constituée, en application du paragraphe 1 de la résolution 1989/46 de la Commission des droits de l'homme, pour faire une étude sur la façon d'informatiser, autant que possible, les travaux des organes conventionnels de surveillance, en ce qui concerne l'établissement des rapports, pour accroître l'efficacité et pour qu'il soit plus facile aux Etats parties de s'acquitter de leurs obligations en matière d'établissement de rapports et aux organes conventionnels d'examiner les rapports. L'équipe de travail a tenu sa première réunion à Genève du 26 au 30 juin 1989. Elle a recensé et analysé de manière détaillée tous les facteurs et documents se rapportant à son mandat, parvenant à un accord sur tous les aspects non techniques de l'étude. Elle devrait tenir une deuxième réunion à Genève cet automne pour mettre au point son étude. Le Secrétaire général a l'intention de présenter un rapport sur l'issue des travaux de l'équipe de travail, à la Commission des droits de l'homme lors de sa quarante-sixième session, du 29 janvier au 9 mars 1990.

5. Conformément aux recommandations des présidents et en application de la résolution 43/115 de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a prié les organes créés en vertu d'instruments internationaux, d'envisager la possibilité d'unifier leurs directives régissant l'établissement des premières parties des rapports des Etats parties. Un projet de texte révisé de ces directives unifiées, basé sur une proposition antérieure du Secrétaire général (voir document A/40/600, par. 21) et reflétant les vues du Comité des droits de l'homme, du Comité des droits économiques, sociaux et culturels, du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, du Comité contre la torture et du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, a été approuvé par les organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme qui ont eu la possibilité de l'examiner. Un texte définitif devrait être adopté par tous les organes en 1990. Le Secrétaire général a l'intention de communiquer le texte définitif des directives unifiées, tel qu'approuvé par ces organes, à l'Assemblée générale lors de sa quarante-cinquième session. L'adoption de ces directives devrait alléger considérablement le travail des Etats parties à plusieurs instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme en leur permettant de s'acquitter de leur obligation en ce qui concerne la première partie de leurs rapports en présentant le même document de base aux divers organes créés en vertu d'instruments internationaux. Une copie du texte unifié des directives figure à l'annexe.

6. L'élaboration d'un manuel détaillé sur l'établissement des rapports afin d'aider les Etats à s'acquitter de leurs obligations dans ce domaine fait l'objet d'une attention particulière et les travaux de rédaction du manuel ont déjà

débuté. L'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) pense mettre ce manuel à la disposition des divers organes créés en vertu d'instruments internationaux avant la fin de 1989.

7. Suite aux recommandations visant à leur permettre d'examiner les rapports périodiques en temps opportun et comme il se doit, plusieurs organes créés en vertu d'instruments internationaux ont décidé de nommer des rapporteurs ou d'établir des groupes de travail qui se réunissent avant la session.

III. VUES ET SUGGESTIONS

8. La Commission des droits de l'homme et les organes créés en vertu d'instruments internationaux ont approuvé, dans l'ensemble, les conclusions et recommandations de la réunion des présidents, en particulier celles qui exigent d'urgence une décision, et fait, à propos de certaines, les suggestions spécifiques suivantes :

a) Au paragraphe 3 de sa résolution 1989/47, la Commission des droits de l'homme a noté que l'Assemblée générale, au cas où l'un quelconque des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme connaîtrait des difficultés financières, pourrait envisager de les atténuer, notamment en lui consentant, temporairement, l'avance dont il aurait besoin et dont le montant prélevé sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies serait remboursé au moyen des contributions reçues au cours du même exercice budgétaire, étant entendu que cette procédure serait renouvelée jusqu'à ce qu'une solution définitive puisse être trouvée;

b) A propos des recommandations concernant le financement du fonctionnement des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et la fourniture de ressources supplémentaires en personnel et autres, qui étaient fortement appuyées par tous ces organes, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a suggéré, plus précisément, que des effectifs supplémentaires soient disponibles pour la rédaction de rapports, la traduction, les travaux de recherche nécessaires et d'autres tâches en préparation de chaque session. Le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale a aussi spécifiquement recommandé que l'Assemblée générale autorise le Secrétaire général à assurer, temporairement, le financement des dépenses des membres du Comité à l'aide du budget ordinaire, jusqu'à ce qu'une solution définitive soit trouvée aux difficultés financières existantes;

c) Pour ce qui est de la recommandation concernant la fourniture régulière d'une assistance technique et de services consultatifs destinés à aider les Etats parties à s'acquitter de leur obligation en matière de rapports, en particulier des cours de formation régionaux et sous-régionaux sur la rédaction et la présentation des rapports, il a été suggéré plus précisément que des ressources soient prévues pour au moins un ou deux séminaires par an dans différentes régions; que l'on examine la possibilité, pour les Etats parties, d'obtenir du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), sur leur demande, une assistance technique relative à leurs obligations en matière de présentation de rapports relatifs aux droits de l'homme; et que les organes créés en vertu d'instruments internationaux soumettent au Centre pour les droits de l'homme des propositions pratiques destinées à faciliter à certains Etats la présentation de rapports.

ANNEXE

Projet de texte unifié des directives de la première partie
des rapports des Etats parties

Pays et population

1. Cette section devrait contenir des informations sur les principales caractéristiques ethniques et démographiques du pays ainsi que des indicateurs socio-économiques et culturels comme le revenu par habitant, le produit national brut, le taux d'inflation, la dette extérieure, le taux de chômage, le taux d'alphabétisation et la religion. Elle devrait également contenir des informations sur la population : langue maternelle, espérance de vie et mortalité infantile.

Structure politique générale

2. Cette section devrait donner une brève description de l'histoire et du cadre politique, du type de gouvernement et de l'organisation des organes exécutifs, législatifs et judiciaires.

Cadre juridique général visant à assurer la protection des droits de l'homme

3. Cette section devrait indiquer :

a) Quelles sont les autorités judiciaires, administratives ou autres ayant juridiction en matière de droits de l'homme;

b) Quels recours peut exercer un particulier qui considère que l'un de ses droits a été violé; et quels systèmes de compensation existent pour les victimes;

c) Si les droits visés par les diverses conventions sont protégés par la Constitution ou par une déclaration de droits distincte et, dans ce cas, quelles dérogations sont prévues dans ces instruments et dans quelles circonstances;

d) Si les dispositions des diverses conventions relatives aux droits de l'homme peuvent être invoquées devant les cours ou autres tribunaux ou autorités administratives, ou être mises en application directement par ces instances ou si ces dispositions doivent être transformées en lois internes ou en règlements administratifs avant de pouvoir être mises à exécution par les autorités compétentes.

Information et publicité

4. Cette section devrait indiquer si des efforts particuliers ont été déployés pour faire prendre conscience au public et aux autorités compétentes du contenu des divers instruments relatifs aux droits de l'homme. Il conviendrait notamment de voir comment et dans quelle mesure les textes des divers instruments relatifs aux droits de l'homme ont été diffusés; s'ils ont été traduits dans la ou les langues locales; quels sont les organismes gouvernementaux chargés d'établir les rapports et s'ils reçoivent normalement des informations ou d'autres apports de sources extérieures; et si le contenu de ces rapports fait l'objet de débat public.